

PERMANENCE DE « LA LUTTE DES CLASSES »

En 1914 on n'a même pas trahi l'internationalisme, car on ne peut trahir que les idées que l'on a eues.

Fritz BRUPBACHER

«L'Histoire de l'Humanité est l'histoire de la lutte des classes».

Ceci demeure vrai, en dépit des idéologues du «*bien commun*» (que, par ailleurs, ils prétendent incarner!).

Aujourd'hui, on observe une recrudescence de manifestations. Une volonté des «*masses*» à refuser de se laisser enfermer dans le cadre mortifère de l'immobilisme, c'est-à-dire du refus du mouvement, c'est-à-dire du refus de la vie.

C'est pourquoi, en dépit des efforts de la «*communauté des hommes d'état*» pour les encadrer et, si possible éviter tout débordement les manifestants sont toujours plus nombreux à refuser de se laisser enfermer dans le corset de la «*contestation*» et à revendiquer, haut et fort, leur volonté de voir s'améliorer leurs conditions d'existence.

Il faut dire que le comportement des «*grands de ce monde*», qui s'accordent des rémunérations pharamineuses a de quoi révolter ceux qui ne disposent que du SMIC pour vivre et tous ceux qui voient leur maigre rémunération bloquée en vertu de la politique de Bruxelles fondée sur la pensée de St-Thomas d'Aquin qui par ailleurs et en son temps, avait provoqué la «*réforme*».

Mais, le dogme étant le dogme, on ne peut demander aux hiérarques catholiques et à leur pape, venu d'ailleurs, de se conduire rationnellement!

Cependant, trop c'est trop et aux scandales des stock-options et aux conséquences désastreuses pour les peuples de la crise du système capitaliste s'ajoutent les déclarations de Benoît XVI sur le Sida et la contraception, qui, à juste titre, soulèvent incompréhension et colère, y compris chez beaucoup de catholiques eux-mêmes. On ne saurait se moquer davantage du bon peuple !

Ainsi les conditions sont remplies pour un durcissement du processus de luttes des classes.

Cependant, selon certaines déclarations récentes de personnalités de la «*majorité*», par exemple Alain Juppé et, d'une certaine manière relayées par sa majesté Sarko, elle-même, il semblerait que, dans certains milieux, on pourrait envisager un assouplissement de la politique déflationniste mise en oeuvre par les européistes qui demeure fondée sur l'idéologie réactionnaire qui fait de la pauvreté (pour les autres ! !) une des causes de la «*sainteté*».

Mais tout a une fin et les illusions elles-mêmes pour tenaces qu'elles soient ne sont pas éternelles.

Alexandre HEBERT

RENONCEMENT OU INDEPENDANCE ?

Indéniablement les processions organisées le 19 mars confirment bien le rôle et la place du «*syndicalisme rassemblé*».

Les partis politiques et les organisations syndicales, deux entités aux finalités antagonistes. L'un a pour but de s'inscrire dans un projet de société, l'autre de défendre tout ce qui touche au contrat de travail.

Qu'on ne s'y méprenne pas, c'est bien d'une opération politique qu'il s'agit. Mais au compte de qui?

Personne ne remet en cause le cadre de l'Union Européenne et de sa politique monétaire aux conséquences désastreuses. Plus grave, les confédérations au travers d'un pacte de la Moncloa qui ne dit pas son nom, organisent des parades en vue de déminer une situation nationale déjà bien explosive.

La crise dans les départements d'Outre-Mer se traduit par le refus exprimé de la classe ouvrière de voir ses conquêtes disparaître ainsi que les moyens de son existence.

Voudrait-on nous faire aller vers un parti social démocrate? ... Les partis de «*gauche*» étaient invités à participer aux manifestations du 19 mars. Il est pourtant évident que «*gauche*» et «*droite*»...même combat!

Nous avons combattu le blocage des salaires en 1982 concocté par un des pères de la rigueur en France (Jacques Delors), les lois de décentralisation qui visent à l'éclatement de la nation, la loi Aubry, qui fut un véritable pillage des fonds publics et en même temps un outil contre le code du travail, et Maastricht (carcan contre les nations visant à restaurer l'autorité politique de l'église de Rome).

Maintenant, le bureau confédéral a pris la décision de faire manifester les travailleurs pour redorer le blason des fossoyeurs...

La liquidation du syndicat Solidarnosc, dans les années 1990, devrait, dans le contexte actuel, nous amener à réfléchir sur révolution de l'Organisation.

C'est pourquoi, l'initiative des 10 U.D.-C.G.T.F.O. corrobore l'attente des travailleurs à savoir défendre dans un cadre national tout ce qui nous lie au contrat de travail.

Le CCN serait bien inspiré de poursuivre dans cette orientation sinon la marche vers le corporatisme nous amènera, en France, à des développements aux conséquences désastreuses.

Patrick BROSSARD



l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière du Calvados,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière des Côtes d'Armor,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière du Finistère,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière d'Ille-et-Vilaine,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de Loire-Atlantique,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière du Maine-et-Loire,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de la Manche,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de la Mayenne,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière du Morbihan,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de l'Orne,
l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de la Sarthe
et l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière de la Vendée.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Unions Départementales C.G.T. Force Ouvrière du Calvados, des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Manche, de la Mayenne, du Morbihan, de l'Orne, de la Sarthe et de la Vendée, réunies à NANTES le vendredi 6 mars 2009 considèrent, au lendemain de la remise du rapport du «*Comité BALLADUR*» portant réforme des collectivités locales, qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans le démantèlement de l'Etat Républicain.

En rappelant que le syndicalisme ne saurait être indifférent à la forme de l'Etat, les UD considèrent que les lois de décentralisation et de transfert des compétences sont les instruments de la mise en cause des structures fondant la démocratie politique. À cette organisation, issue de la révolution française, fondée sur l'Etat, la nation, le département et les communes, le rapport Balladur oppose une organisation fondée sur les régions et sur des regroupements de communes et d'agglomérations.

A propos du projet de rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne, de la création d'une "Normandie réunifiée", ou de toute autre projet de redécoupage, les 12 UD refusent de rentrer dans un débat pseudo historique qui en l'occurrence n'est pas le sujet. Les UD rappellent que les provinces de l'Ancien Régime, sources d'inégalités, ainsi que l'état corporatiste ont été abolis au profit de la République et que les régions ont été créées par un décret de Vichy en 1941 lequel s'inscrivait déjà à l'époque dans une "Europe des régions".

Pour la C.G.T. Force Ouvrière, ce nouveau démantèlement de l'Etat Républicain, notamment réalisé au nom de la recherche d'une taille suffisante des régions, est ordonné par l'organisation d'une Europe des Régions, synonyme de liquidation de l'égalité de droit des citoyens mais également des droits collectifs dès lors que l'ensemble de la protection sociale collective (Sécurité Sociale, Assurance Chômage, Retraites Complémentaires, etc...), mais également le Code du Travail, les Conventions Collectives, les Statuts et l'égalité des droits pour les salariés correspondent à un cadre national, lié à l'existence de l'Etat Républicain.

Pour la C.G.T. Force Ouvrière, l'accélération de la régionalisation, la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (R.G.P.P.), la mise en place des Agences Régionales de Santé (A.R.S.) par exemple, organisent le démantèlement des droits collectifs mais également le développement des inégalités et des disparités d'une région à l'autre.

Enfin, les U.D. constatent que les propositions de restructuration, de regroupement, d'éclatement des régions actuelles, témoignent au-delà des calculs électoraux et de l'aggravation de la fiscalité locale, de leur caractère arbitraire et ne sauraient constituer le cadre de la vie sociale, qui doit rester ordonnée au plan national, départemental et communal.

Fait à Nantes, le 6 mars 2009

LE COMITE CONFEDERAL NATIONAL DE LA C.G.T.-F.O

Le CCN de la CGT-FO s'est réuni normalement la semaine dernière à Metz. A l'ordre du jour figuraient un point de fonctionnement interne, et comme à l'accoutumée, l'analyse de la situation et les décisions d'orientation.

Sur le fonctionnement interne, il s'agissait pour le Bureau confédéral de prendre des dispositions pour l'améliorer et tenir compte des effets de la loi du 20 août 2008 qui contre-réforme la représentativité syndicale (avec à l'origine la «*position commune*» Medef, Cgpm, Cgt, Cfdt). Il n'est pas inutile de rappeler au passage que cette contre-réforme vise à diminuer le nombre d'organisations représentatives pour tendre vers 2 (Cgt, Cfdt); en réalité il s'agit bien d'une marche à l'unicité syndicale, ce qui démontre l'origine cléricale et le caractère néo-corporatiste de la loi et de ses initiateurs.

Le Bureau confédéral avait donc concocté un projet de «*règlement intérieur*» qui a été soumis à la CE confédérale, puis aux UD et Fédés pour remarques et commentaires, avant une large discussion lors de la première demi-journée du CCN. Le principe disciplinaire de ce projet a été repoussé, s'agissant d'un texte régissant la confédération mais sans être validé par les syndicats en congrès (ainsi qu'il est de règle pour les dispositions statutaires). En conséquence le CCN a voté majoritairement (peu de contre, mais beaucoup d'abstentions) la «*résolution interne*» largement inspirée du projet confédéral qui a finalement été proposée, celle-ci intégrant de nombreuses modifications suggérées par les UD et les fédés.

La deuxième partie du CCN s'est concentrée sur la situation faite à la classe ouvrière. Le rapport introductif du secrétaire général JC Mailly a fait une large place à l'analyse économique de la situation, à la crise «*du capitalisme*» comme il l'a rappelé à plusieurs reprises.

Si les salariés ne baissent pas les bras, ils ont selon lui un profond sentiment d'injustice, et attendent de l'Etat qu'il intervienne pour les soutenir et qu'il reprenne le contrôle des banques et des marchés.

Il faut donc s'appuyer sur tout ce qu'on peut, sachant cependant que primo, c'est une crise mondiale et même si en France on obtenait satisfaction cela ne signifierait pas la fin de la crise; deuxio, la grève illimitée n'a jamais été déclenchée par les confédérations; troisio, l'unité d'action est un facteur de réussite, même si elle est toujours un peu de façade.

Pour donner suite aux 2 journées d'action, le secrétaire général de la CGTFO propose donc des pistes: soutenir toutes les initiatives FO dans les entreprises; organiser des AG dans les entreprises; et s'inscrire dans un 1er mai «*unitaire*» (c'est-à-dire commun à toutes les OS).

En conclusion, le secrétaire général a appelé l'organisation à se donner comme priorité de se renforcer et de se développer, y compris d'ailleurs par le biais de l'association FO consommateurs.

Globalement le ton était morose, comme la situation, et il a pu paraître à nombre de camarades comme limite défaitiste, à tout le moins démoralisant et n'incitant pas à l'action.

Cinquante interventions ont suivi ce rapport, principalement sur les suites à donner à l'action, bon nombre d'intervenants insistant sur la nécessité de sortir des «*journées saute-mouton*» par un mot d'ordre de grève, et par une sorte d'ultimatum adressé au pouvoir et au patronat. Il y avait aussi la volonté de ne pas se laisser dicter notre conduite par les autres organisations, y compris si besoin pour certains en rompant avec cette «*unité d'action*» qui a de fois relents de «*syndicalisme rassemblé*» sous la houlette de la CGT. Quant à la proposition de «*1er mai unitaire*», elle n'a pas fait, de loin, l'unanimité!

Hormis quelques réponses sur des points particuliers, la réponse du secrétaire général ne différait pas notablement du rapport introductif.

Sur les suites pour la mobilisation, les travailleurs ont montré qu'ils attendent des réponses; la réussite des 2 journées a été obtenue par l'unité d'action, dans laquelle nous nous battons pour rester nous-mêmes; ce n'est pas du syndicalisme rassemblé. On ne peut pas lancer un mouvement seul avec des chances de gagner. Par contre on peut peser et avoir un rôle. Mais on ne peut pas briser l'unité d'action pour des raisons qui ne seraient pas comprises par les travailleurs.

JC Mailly propose en conclusion les mêmes «*pistes*» que dans le rapport introductif, excluant un 1er mai FO à Paris, car entre autres ce n'est pas une manif de plus qui va changer quelque chose. Il ajoute une proposition aux autres OS pour une «*grève franche*» à une date à déterminer qui serait sans doute postérieure au 1er mai.

La Commission de résolution s'est réunie dans la foulée avec environ 85 membres. Elle a beaucoup modifié et amendé le projet initial, ce qui est le propre de l'exercice. Bien entendu, la discussion la plus attendue était sur la conclusion: quelle action? quand? sous quelle forme?

Au vu du peu d'allant du bureau confédéral Marc Hébert, moi-même et quelques copains avons proposé d'entrée de jeu un texte préparé le matin et répondant à ces questions. Ce texte, finalement imprimé et diffusé à la commission, a pesé dans les débats bien que n'ayant pas été lui-même discuté. Le fait notable est qu'il n'a pas été rejeté par la commission, loin de là. Visiblement il répondait aux attentes de nombreux camarades, même et peut-être surtout ceux qui n'étaient pas intervenus en plénière mais n'en pensaient pas moins.

Certes nos demandes, reformulées au cours du débat étaient plus impératives. Mais au moins sortons-nous de ce CCN avec un mandat clair et ferme, et qui devrait permettre de peser en toute indépendance. Evidemment si les autres organisations refusaient le principe d'une grève, ce mandat conduirait à la remise en cause de «*l'unité d'action*», y compris le 1er mai. A noter que la résolution a fixé la revendication sur le SMIC à +15% (+200 euros nets). La résolution a été votée à l'unanimité moins 4 ou 5 abstentions.

En conclusion, un bon CCN qui a montré la capacité de ses membres, au-delà des sensibilités, à se retrouver sur une position syndicale indépendante, y compris de la «*crise*» et du carcan de «*l'unité d'action*».

Yann PERROTTE 30/03/09

En vrac

*Dieu est un grand lapin. Une fois il a eu un fils, un joyeux lapin
et il l'a envoyé sur la terre pour sauver les lapins d'en bas.
Et son fils a été rapidement liquidé et on l'a appelé civet.
Jacques PREVERT*

Rien n'est parfait

A force de s'entendre marteler, par quelques ayatollahs écolos, qu'ils sont des salauds fabricant du gaz carbonique, certains automobilistes se sentent coupables et aimeraient bien changer de comportement. Il semble qu'en Europe, des industriels de l'automobile en prennent conscience au point d'envisager de concevoir pour les prochaines années, un véhicule tout électrique, construit en masse, avec un rayon d'action de 250 km (avec un moteur diesel, un plein fait environ mille bornes). Il faudra, dans un premier temps, de l'ordre de cinq heures pour recharger la batterie.

Une batterie au lithium dont on ne connaît pas l'influence sur l'environnement, mais c'est pour sauver la planète. Alors tout est permis...

En France, pas de problèmes, on pourra s'en tirer en construisait quelques centrales nucléaires en plus! Tout de même plutôt marrant! En Allemagne, nos amis teutons, toujours aussi légers, ont renoncé au nucléaire et sont revenus à produire leur électricité au charbon, quand ce n'est pas au lignite. Hé bien, leurs voitures tout électrique produiront indirectement plus de gaz carbonique que si elles roulaient à l'essence ou au gazole. A crever de rire, n'est-ce pas?

Copinage: Meurtres exquis...

A celles et ceux qui aiment les bons polars, il faut suggérer qu'ils aillent mettre le nez dans celui signé par l'ami Jean-Marc Raynaud (*Meurtres exquis à la librairie du Monde Libertaire. Ed. Libertaires, 96pages.10 euros*).

Il s'agit d'une histoire apparemment déjantée, mais... Un samedi après-midi, rue Amelot Benoist Rey va faire une causerie à propos de la réédition de ses bouquins, notamment *Les égorgés*. Tout à coup, un jeune militant d'un groupe parisien est flingué de deux balles dans la tête par un motard qui ne demande pas son reste. Plus tard on apprendra que le mort est un flic de la DNAT (direction nationale anti-terroriste) qui cherchait à infiltrer la FA.

Dans la salle où Benoist Rey a commencé son intervention, on trouvera mort un général en retraite qui avait été, en Algérie, le lieutenant «héros» tortionnaire et égorgé dénoncé par l'auteur. Mort comme il aimait le faire aux autres: la nuque brisée. Intervention de la police. Qui trouvera, dans les toilettes du 145, le cadavre, assassiné, d'un vieil évêque allemand qui fut aumônier de la légion Kondor pendant la guerre d'Espagne et qui avait béni, avant leur envol, les Stukas qui rasèrent Guernica.

Réflexe de flic de base: les anars règlent leurs comptes. Les copains, pourtant, essaient de les mettre à l'aise: Nous ne sommes pas cons au point de liquider nos ennemis dans nos locaux. Y a que les flics pour faire des bavures dans les commissariats.

MAM pique une grosse colère, brandit son sabre de bois et menace, devant les télés, de demander lors du conseil des ministres du mercredi suivant, la dissolution de la FA, la fermeture de la librairie et l'interdiction de ses organes de presse. Heureusement que les services secrets de la FA prennent l'affaire en mains et résolvent les trois mystères en moins de 48 heures.

Je ne vous raconterai pas les solutions, pour que vous puissiez vous laisser prendre par le suspens. Sachez toutefois qu'apparaissent, dans le récit, un juge de la DNAT et la commissaire du XIème arrondissement. Toutes deux d'une petite cinquantaine épanouie. Et voici les dernières lignes du bouquin.

...Vous nous suivez.. Ed,je peux vous prendre le bras ?

Madame la juge, comme vous y allez /

Je saute du coq à l'âne, c'est qui ce Bob qui semble avoir un rôle si important dans vos services?

Alors là, fillette, tu me rassures. J'ai cru un instant que tu nous invitais pour un plan baise.

Ed. mon gros loup, ne soit pas si impatient!

J'aime bien Jean-Marc. Face aux imbéciles qui affirment: *Au commencement était le Verbe*, il fait partie de ceux, dont je suis, qui ne craignent pas de rétorquer: *Au commencement était le cull!*

Nouvelles du front

ADN de JC. Au départ, j'ai dû tomber sur un catéchisme quelconque racontant que Anne, la mère de Marie, avait, elle aussi, «*conçu sans péché*». Le Nouveau testament est muet à ce sujet, mais c'est un dogme inventé soit par Pie IX soit plutôt par Pie XII. On est venus à en parler entre copains qui trouvent ça rigolo. En effet, le saint esprit a engrossé la mère et la grand-roère de JC qui, le pôvre, à un père qui est aussi son grand-père. Bonjour la consanguinité !

OGM. Ce jeudi 19 février, à des heures presque indues (22h40 à minuit) France 2 proposait une émission sur les «*problèmes écologiques*». Les anti-OGM en ont pris plein la gueule, ce qui ne m'a pas indigné. Axel Kahn a fait connaître son opinion: la bagarre entre les pro-OGM et les anti-OGM relève de la guerre de religions, de chaque côté ceux qui ont des doutes sont des traîtres. D'autres ont avancé que Bové et ses acolytes travaillent pour Monsanto. Gratuitement bien entendu. Ils sont trop cons pour se faire payer. Pour ma part, je reste sur ma position: je suis pour les OGM utiles, il y en a ; je suis contre les OGM nuisibles ..si on en trouve.

Rengaine. Cette Europe totalitaire du fric et des cléricaux, comme Carthage, doit être détruite.

Marc PREVOTEL

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19, rue de l'Étang Bernard -REZE
Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros

A verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER CCP NANTES: 9998 28 D
Imprimerie Speciale de l'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: A. HEBERT